

Le 14 avril 2014

Procès-verbal de la séance ordinaire des membres du Conseil de la Ville de Saint-Marc-des-Carières, tenue en public le 14 avril 2014 à 20h. et à laquelle étaient présents messieurs Carol Denis, Jacques Bédard, Christian Gravel, Marc Boivin et madame Élyse Lachance formant quorum sous la présidence de monsieur Guy Denis, maire.

Heure du début de la séance ordinaire : 20 heures.

Note : Une copie de l'ordre du jour et une copie de projet du procès-verbal ont été remis 48 heures avant la journée de cette séance.

SM-092-04-14

LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU 14 AVRIL 2014

ATTENDU QUE ledit ordre du jour est considéré ouvert à l'article 8) Divers.

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE l'ordre du jour soit adopté.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 10 MARS 2014

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie du procès-verbal de la séance mentionnée en titre, la greffière-trésorière-adjointe est dispensée d'en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections :

Aucun

SM-093-04-14

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 10 MARS 2014

**SUR LA PROPOSITION DE madame Élyse Lachance
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil adopte le procès-verbal du 10 mars 2014 tel que rédigé.

QUE le maire et la greffière-trésorière-adjointe soient par la présente résolution autorisés à le signer.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 24 MARS 2014

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie du procès-verbal de la séance mentionnée en titre, la greffière-trésorière-adjointe est dispensée d'en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections :

Aucun

SM-094-04-14

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 24 MARS 2014

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil adopte le procès-verbal du 24 mars 2014 tel que rédigé.

QUE le maire et la greffière-trésorière-adjointe soient par la présente résolution autorisés à le signer.

MOT ET RAPPORT DU MAIRE

Monsieur le Maire informe l'assistance des rencontres suivantes:

- Pour la MRC de Portneuf;
- Un brunch bénéfique pour la Fondation des services sociaux et santé de Portneuf;
- Pour des informations concernant les terrains résidentiels et commerciaux.

SM-095-04-14

APPROBATION DES COMPTES DU MOIS

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont reçu la liste des comptes à payer 48 heures auparavant et qu'ils en ont pris connaissance;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Jacques Bédard
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les listes des comptes compressibles et incompressibles de mars 2014 au montant de 445 341,23 \$ incluant les salaires soient adoptées telles que présentées et détaillées comme suit :

| | |
|-------------------|---------------|
| salaires : | 47 390,86 \$ |
| comptes à payer : | 167 663,87 \$ |
| 13-03 : | 9 929,81 \$ |
| 13-03 : | 27 001,03 \$ |

| | |
|---------|--------------|
| 20-03 : | 1 131,62 \$ |
| 26-03 : | 96 104,68 \$ |
| 26-03 : | 9 603,13 \$ |
| 07-04 : | 42 278,06 \$ |
| 07-04 : | 42 238,17 \$ |

RAPPORT FINANCIER NON FERMÉ POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 MARS 2014

La greffière-trésorière-adjointe a déposé le rapport financier non fermé de la Ville en date du 31 mars 2014 et est disposée à répondre aux questions.

SM-096-04-13

ADOPTION DU RAPPORT FINANCIER 2013 DE LA VILLE

CONSIDÉRANT la présentation du rapport financier par la vérificatrice, madame Isabelle Denis, de Bédard & Guilbault;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil approuve le rapport financier déposé par la greffière-trésorière-adjointe et le rapport du vérificateur externe pour l'année 2013 tel que présenté et expliqué par la représentante de la firme par Bédard & Guilbault, madame Isabelle Denis.

SM-097-04-14

APPROBATION SUR LES ORIENTATIONS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF CONCERNANT LE PLAN TRIENNAL 2014-2017

CONSIDÉRANT que la Commission scolaire de Portneuf a déposé son plan triennal 2014-2017 concernant la répartition de ses immeubles;

CONSIDÉRANT que la Ville est satisfaite de la répartition des immeubles scolaires du plan triennal élaboré par la Commission scolaire de Portneuf;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil donne un avis favorable à la Commission scolaire de Portneuf concernant son plan triennal 2014-2017.

**ADOPTION DU RÈGLEMENT 296-01-2014 PRESCRIVANT
CERTAINES MODALITÉS RELATIVES AUX MATIÈRES
RÉSIDUELLES**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil adopte le règlement 296-01-2014 prescrivant certaines modalités relatives aux matières résiduelles.

Règlement 296-01-2014

Règlement prescrivant certaines modalités relatives aux matières résiduelles

ATTENDU l'entente intermunicipale relative à la constitution de la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf créée par décret du gouvernement publié dans la Gazette officielle du Québec le 11 décembre 2004 ;

ATTENDU qu'il y a lieu que chaque municipalité membre de la Régie adopte un règlement similaire pour prescrire certaines modalités relatives aux collectes et à la disposition des matières résiduelles de façon à l'uniformiser sur l'ensemble du territoire, le tout tel que prévu à l'article 17 de l'entente intermunicipale relative à la création de la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf ;

ATTENDU qu'un avis de présentation du présent règlement a dûment été donné le 10 mars 2014;

EN CONSÉQUENCE;

**IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT ET EN CONSÉQUENCE, CE
CONSEIL ORDONNE ET STATUE CE QUI SUIT:**

ARTICLE 1 OBJET

Le présent règlement a pour objet d'uniformiser les règles relatives aux collectes et à la disposition des matières résiduelles de toutes les municipalités situées sur le territoire de la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

À moins de déclaration contraire, expresse ou résultant du contexte de la disposition, les expressions, termes et mots suivants ont, dans le présent règlement, le sens et l'application que leur attribue le présent article :

- 1) Le mot « **Régie** » désigne la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf comprenant les municipalités de : Cap-Santé, Deschambault-Grondines, Donnacona, Fossambault-sur-le-Lac, Lac-Sergent, Lac-St-Joseph, Neuville, Notre-Dame-de-Montauban, Pont-Rouge, Portneuf, Rivière-à-Pierre, Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, Shannon, Saint-Alban, Saint-Basile, Saint-Casimir, Sainte-Christine-d'Auvergne, Saint-Gilbert, Saint-Léonard-de-Portneuf, Saint-Marc-des-Carières, Saint-Raymond, Saint-Thuribe, Saint-

Ubalde et la MRC de Portneuf pour les territoires non organisés (Lac Blanc, Lac Lapeyrière et Linton) ;

- 2) Le mot « **abri** » désigne un équipement installé ou érigé à l'extérieur et qui sert à remiser les contenants pour les déchets solides y compris un bâtiment accessoire;
- 3) L'expression « **aire d'exploitation** » désigne la partie d'un lieu d'enfouissement technique où l'on mène les opérations de dépôt, de traitement ou d'entreposage des déchets, y compris les surfaces prévues pour le déchargement et le stationnement des véhicules et autres équipements mobiles;
- 4) L'expression « **bac roulant** » désigne un bac d'une capacité de 240, 360 ou de 1 100 litres servant pour la collecte des déchets, des matières recyclables et des matières organiques et autorisées par la Régie;
- 5) Le mot « **bâtiment** » désigne une construction ayant une toiture supportée par des poteaux ou des murs et servant à abriter ou loger des personnes ou des animaux ou à entreposer des choses;
- 6) Le mot « **compostage** » désigne la méthode de traitement des déchets solides organiques par la décomposition biochimique de ceux-ci;
- 7) Le mot « **conteneur** » désigne une structure ou un récipient fait de métal et d'une capacité de 2, 4, 6 ou 8 verges et servant pour la collecte des déchets, des matières recyclables et des matières compostables et autorisé par la Régie;
- 8) Telle que définie dans la Loi sur la qualité de l'environnement et le Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles, l'expression « **matières résiduelles destinées à l'élimination (déchets)** » désigne tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon à l'exception de:
 - a) les matières résiduelles générées hors du Québec;
 - b) les matières dangereuses au sens du paragraphe 21 de l'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2);
 - c) les matières résiduelles à l'état liquide à 20 °C, exception faite de celles provenant des ordures ménagères;
 - d) les matières résiduelles qui, lorsque mises à l'essai par un laboratoire accrédité par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs en vertu de l'article 118.6 de la Loi sur la qualité de l'environnement, contiennent un liquide libre, sauf dans un lieu d'enfouissement en territoire isolé visé à la section 6 de la loi sur la qualité de l'environnement;
 - e) les déjections animales au sens du Règlement sur les exploitations agricoles (chapitre Q-2, r. 26);

- f) les pesticides au sens de la Loi sur les pesticides (chapitre P-9.3);
- g) les déchets biomédicaux auxquels s'applique le Règlement sur les déchets biomédicaux (chapitre Q-2, r. 12) et qui ne sont pas traités par désinfection;
- h) les boues d'une siccité inférieure à 15%, sauf dans un lieu d'enfouissement en territoire isolé visé à la section 6 de la loi sur la qualité de l'environnement;
- i) les sols qui, à la suite d'une activité humaine, contiennent 1 ou plusieurs contaminants en concentration supérieure aux valeurs limites fixées à l'annexe I du Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains (chapitre Q-2, r. 37) ainsi que tout produit résultant du traitement de ces sols par un procédé de stabilisation, de fixation ou de solidification;
- j) les carcasses de véhicules automobiles;
- k) les matières résiduelles de fabrication au sens de l'article 1 du Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers (chapitre Q-2, r. 27) dont la siccité est inférieure à 25%, à l'exception:
- des boues provenant du traitement biologique des eaux de procédé, qui peuvent être éliminées par enfouissement dès lors que leur siccité est égale ou supérieure à 15%;
 - des boues de caustification et des résidus provenant de l'extinction de la chaux, qui ne peuvent être éliminés par enfouissement que si leur siccité est égale ou supérieure à 55%;
- l) les pneus hors d'usage au sens du Règlement sur l'entreposage des pneus hors d'usage (chapitre Q-2, r. 20), sauf dans un lieu d'enfouissement en milieu nordique et dans un lieu d'enfouissement en territoire isolé respectivement visés aux sections 4 et 6 de la loi sur la qualité de l'environnement.
- 9) L'expression «**eaux ménagères**» désigne les eaux de cuisine, de salle de bain, de buanderie et celles d'appareils autres qu'un cabinet d'aisances;
- 10) L'expression «**eaux usées des résidences isolées**» désigne les eaux provenant d'un cabinet d'aisances combinées aux eaux ménagères;
- 11) Le mot «**encombrant**» signifie, de façon non limitative, les objets de toute nature générés par les occupants d'une unité de logement et qui proviennent du nettoyage de leur terrain ou de leur bâtiment, tels que les meubles, le bois ou autres matériaux de construction provenant de rénovations effectuées, les dispositifs ou les appareils d'usage domestique à l'exception de tous les appareils contenant des halocarbures tels que les réfrigérateurs, les congélateurs, les climatiseurs et les refroidisseurs d'eau.
- 12) Le mot «**entrepreneur**» signifie toute personne, société ou compagnie qui exécute les travaux de collecte, de transport ou

- de traitement des matières résiduelles de la municipalité;
- 13) L'expression « **fosse septique** » désigne un système de traitement primaire constitué d'un réservoir destiné à recevoir les eaux usées ou les eaux ménagères ;
 - 14) L'expression « **fosse de rétention** » désigne un réservoir étanche destiné à emmagasiner les eaux d'une toilette à faible débit, d'une toilette chimique ou les eaux ménagères avant leur vidange.
 - 15) L'expression « **ICI** » signifie les industries, les commerces et les institutions ;
 - 16) L'expression « **immeuble mixte** » signifie un immeuble dont l'usage principal est résidentiel mais pouvant comprendre un ou plusieurs logements de type commercial;
 - 17) L'expression « **installation septique** » désigne tout système de traitement des eaux usées ;
 - 18) L'expression « **lieu d'enfouissement technique** » désigne le lieu d'élimination définitif des déchets solides;
 - 19) Le mot « **logement** » désigne un logement de type résidentiel ou un logement de type commercial. Le mot « logement » ne comprend pas les maisons de chambres;
 - 20) L'expression « **logement de type résidentiel** » désigne une maison, un appartement ou un ensemble de pièces où l'on peut tenir feu et lieu; il comporte une entrée par l'extérieur ou par un hall commun, une unité sanitaire, une cuisine ou un équipement de cuisson à l'usage exclusif des occupants, ceci inclut les résidences pour personnes âgées;
 - 21) L'expression « **logement de type commercial** » désigne un local distinct où peut s'exercer une activité économique ou administrative en matière de finance, de commerce, d'industrie ou de service, un métier, un art, une profession ou toute autre activité constituant un moyen de profit, de gain ou d'existence, que cette activité soit exercée à des fins lucratives ou non, sauf un emploi ou une charge; il comporte une entrée par l'extérieur ou par un hall commun;
 - 22) L'expression « **maison de chambres** » désigne un bâtiment ou une partie de bâtiment autre qu'un hôtel, un motel ou un gîte touristique où cinq (5) chambres et plus sont louées ou destinées à la location;
 - 23) L'expression « **matériaux secs** » signifie les résidus broyés ou déchiquetés qui ne sont pas fermentescibles et qui ne contiennent pas de matières dangereuses, tels le bois tronçonné, les gravats et plâtras, les pièces de béton et de maçonnerie et les morceaux de pavage;
 - 24) L'expression « **matières organiques ou matières compostables** » signifie l'ensemble de tous les résidus de table et des résidus verts générés ;

- 25) L'expression « **matières recyclables** » signifie les matières destinées à la collecte sélective des fibres et des contenants, soit les papiers et cartons ainsi que les contenants de matière plastique, de verre et de métal (PVM);
- 26) L'expression « **matières résiduelles** » signifie les matières ou objets périmés, rebutés ou autrement rejetés, qui sont mis en valeur ou éliminés;
- 27) Le mot « **propriétaire** » désigne toute personne qui possède un immeuble en son nom à titre de propriétaire, d'usufruitier, ou de grevé dans le cas de substitution ou de possesseur avec promesse de vente de terres de la Couronne;
- 28) Le mot « **puisard** » désigne une sorte de puits pratiqué pour recevoir les eaux usées et les absorber ;
- 29) L'expression « **résidence isolée** » désigne une habitation unifamiliale ou multifamiliale comprenant 6 chambres à coucher ou moins et qui n'est pas raccordée à un système d'égout autorisé en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement; est assimilé à une résidence isolée tout autre bâtiment qui rejette exclusivement des eaux usées et dont le débit total quotidien est d'au plus 3 240 litres ;
- 30) L'expression « **résidus de table** » signifie les résidus organiques facilement biodégradables générés à l'intérieur d'une résidence et généralement désignés par rejets de cuisine. Le terme inclut toute partie de fruits, légumes, viandes, poissons, produits laitiers, oeufs, etc. Les produits suivants font également partie de cette catégorie : les papiers et les cartons souillés d'aliments, les cendres froides, les papiers filtres à café, les sachets de thé ainsi que les mouchoirs en papier et essuie-tout;
- 31) L'expression « **résidus verts** » signifie les résidus de nature végétale associés à l'entretien des terrains tels que : herbe, feuilles, résidus de taille, résidus de jardin, sapin de Noël, etc.;

ARTICLE 3 GÉNÉRALITÉS

3.1 Établissements desservis

Les établissements desservis par les services de collecte des matières résiduelles de la municipalité sont:

- Tous les établissements sur le territoire de la municipalité qui paient une compensation à la municipalité pour le service de collecte des matières résiduelles;
- Toute maison, unifamiliale permanente ou saisonnière, chacun des logements d'une maison à logements multiples, ou appartements d'une conciergerie ainsi que chaque place et bureau d'affaires d'un édifice public, chaque industrie, chaque commerce et chaque institution;
- Toute maison de chambres qui paie une compensation pour l'enlèvement et la destruction des déchets;

- Tous les centres de la petite enfance, les églises, les presbytères et autres temples religieux;
- Tout édifice municipal utilisé par les services de la municipalité, loué ou prêté.

3.1.1 Établissements non desservis

La municipalité devra aviser la Régie de tout établissement qui ne paie pas de taxes pour l'enlèvement des matières résiduelles.

Certains établissements sont exclus du contrat de la Régie si la municipalité décide de ne pas leur facturer de compensation pour le service de collecte des matières résiduelles ou s'ils possèdent des conteneurs transportés par un camion trans-roulier d'une capacité de 25 verges cubes et plus.

3.2 Rues desservies

Tous les établissements situés sur des rues publiques sur le territoire de la municipalité sont desservis par le service porte-à-porte.

Toutes les rues publiques situées sur le territoire de la municipalité sont desservies. Les rues privées bénéficient du service par le biais de conteneurs ou de bacs au coin de la rue. Certaines rues privées pourront être desservies porte-à-porte après entente entre l'entrepreneur, la municipalité et le propriétaire de la rue privée avec l'accord de la Régie.

Il est de la responsabilité de la municipalité de fournir les conteneurs pour les citoyens des rues privées.

Toutes les rues en cul-de-sac (ou sans issue) devront permettre aux camions de collecte de faire demi-tour, soit par un aménagement ou par une entente particulière.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, et sur autorisation préalable de la Régie, les citoyens des habitations situées sur des rues qui n'ont pas le service de collecte porte-à-porte et qui souhaitent participer à la collecte avec des bacs roulants pour les déchets, les matières recyclables et les matières organiques, peuvent participer à la collecte avec bac roulant à la condition qu'ils placent le bac pour la collecte en bordure de la rue publique la plus près, tout en respectant les horaires de collecte dans le secteur.

3.3 Contenants

3.3.1 Contenants autorisés et obligatoires

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble résidentiel ou institution, commerce ou industrie doit placer ses matières résiduelles destinées aux collectes, ou s'assurer que lesdites matières soient placées, dans les contenants déterminés au présent règlement selon le type de collecte prévu.

3.3.2 Contenants prohibés

Tous les contenants autres que ceux spécifiés par la Régie sont prohibés.

3.3.3 Entretien des contenants

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble résidentiel ou tout ICI doit maintenir les contenants propres et en bon état. Il doit, de plus,

rabattre le couvercle après usage afin que les contenants ne laissent pas échapper de mauvaises odeurs.

3.3.4 Propreté des lieux et des abris

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble résidentiel ou tout ICI muni d'un abri pour des bacs roulants ou des conteneurs doit le maintenir propre et en bon état de façon à éviter la présence et la prolifération de vermines et d'insectes.

3.3.5 Dépôt à côté des contenants

Il est défendu à toute personne de déposer ou de laisser des matières résiduelles ou objets à côté du bac roulant ou du conteneur à l'exception de la collecte des encombrants.

3.3.6 Dépôt dans le contenant d'un autre

À moins d'une entente, il est défendu à toute personne de déposer des matières résiduelles dans un contenant qui ne lui appartient pas ou qui ne lui a pas été assigné.

3.3.7 Fouille dans les contenants

Il est défendu à toute personne, sauf celle spécifiquement autorisée, de fouiller, enlever ou amasser des objets qui ont été déposés en bordure de rue.

3.4 Bacs roulants

3.4.1 Distribution et assignation des bacs roulants

Tout propriétaire d'un immeuble situé sur le territoire de la municipalité doit utiliser un ou plusieurs bacs roulants de 240 ou 360 litres pour la collecte des matières résiduelles de son immeuble et se procurer le ou les bacs selon les exigences de la Régie.

3.4.2 Localisation des bacs roulants

Les bacs roulants doivent être localisés dans la cour arrière ou latérale de chaque propriété.

3.4.3 Position du bac roulant lors de la collecte

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble doit placer son bac roulant face à sa propriété, à un maximum de 2 mètres de la rue, les poignées en direction de la maison, à une distance d'au moins un mètre de tout obstacle ou d'un autre bac. Le bac roulant doit être accessible au camion tasseur pour que la Régie et ses sous-traitants puissent procéder à la collecte des matières résiduelles. Pour les rues avec fossé ou en gravier, le bac roulant doit être placé sur l'accotement de la rue à proximité de l'accès à l'immeuble et en face de sa propriété. À défaut la Régie et ses sous-traitants ne sont pas tenus de procéder à la collecte des matières résiduelles.

3.4.4 Poids des contenants

Le poids des bacs roulants ne doit pas excéder 90 kg pour que les matières résiduelles soient ramassées. L'entrepreneur n'est pas tenu de ramasser les matières si le poids du bac excède la limite permise.

3.4.5 Matières résiduelles sur la chaussée

La Régie ou ses sous-traitants ne sont pas tenus de ramasser les matières résiduelles lorsque celles-ci ont été renversées sur la chaussée. Le propriétaire ou son représentant doit ramasser les matières résiduelles

répandues sur la chaussée et les remettre dans les bacs. Par contre, si le déversement se fait suite à une mauvaise manipulation de l'entrepreneur, celui-ci est tenu de ramasser lesdites matières.

3.5 Conteneurs

3.5.1 Usage de conteneurs

Le propriétaire d'un immeuble doit fournir le ou les conteneurs nécessaires pour desservir les immeubles à moins que ceux-ci ne soient fournis par la Régie. Les conteneurs doivent servir uniquement pour l'usage auquel ils sont destinés.

3.5.2 Conteneurs exclus

Tout conteneur transporté par un camion trans-roulier ne fait pas partie du service de collecte de la Régie.

3.5.3 Localisation du conteneur

Le conteneur doit être accessible aux camions en tout temps.

3.5.4 Accès au conteneur en période hivernale

Le déneigement des conteneurs doit être effectué afin de faciliter l'accessibilité aux camions. Si le déneigement n'est pas effectué, l'entrepreneur n'est pas tenu de collecter les matières résiduelles.

3.6 Horaire des collectes

La Régie détermine l'itinéraire et l'horaire des collectes. Les calendriers sont disponibles sur le site internet de la Régie à l'adresse : <http://www.laregieverte.ca>.

ARTICLE 4 COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DESTINÉES À L'ÉLIMINATION (DÉCHETS)

4.1 Établissements desservis

Les établissements desservis par la collecte des déchets sont définis à l'article 3.1.

4.2 Rues desservies

Voir article 3.2.

4.3 Contenants autorisés et obligatoires

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble desservi doit placer ses déchets destinés à la collecte, ou s'assurer que lesdites matières soient placées, dans l'un ou l'autre des contenants suivants :

Bac roulant de 240 ou de 360 litres.

Un maximum de 2 bacs est permis par immeuble résidentiel.

Un maximum de 4 bacs est permis par industrie et commerce.

Conteneur à chargement avant n'excédant pas 8 verges cubes.

Seuls les contenants à chargement avant d'une capacité minimum de 2 verges cubes et d'une capacité maximum de 8 verges cubes et dont le modèle est conforme ou adaptable aux équipements de collecte de la Régie et de ses sous-traitants sont autorisés.

Conteneur semi-enfoui à cueillette par grue ou conteneur semi-enfoui à chargement avant.

La Régie recommande que tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble desservi la consulte préalablement afin d'approuver l'emplacement desdits conteneurs. La Régie pourra impliquer l'entrepreneur.

En ce sens, la Régie recommande à chacune des municipalités d'intégrer cette exigence à leur règlement.

4.4 Déchets interdits

Sans limiter la généralité du paragraphe 8 de l'article 2 du présent règlement, il est spécifiquement défendu à toute personne de déposer dans les contenants utilisés pour la collecte les objets, substances ou déchets suivants :

- 1) Les cendres et mâchefers qui ne sont pas éteints et refroidis;
- 2) Une carcasse d'animal ou une partie de carcasse d'animal;
- 3) Des matériaux secs, de la terre, du sable, des briques et des pierres;
- 4) Les matériaux provenant de construction, de démolition ou de rénovation;
- 5) De la peinture, de la teinture, de l'huile, de la graisse ou toute autre matière semblable qu'elle soit placée ou non dans un contenant;
- 6) Tout objet, matière ou substance susceptible de causer des accidents ou des dommages par corrosion ou explosion;
- 7) Tout objet ou matière dont le volume ou le poids pourrait endommager le camion de collecte;
- 8) Toute pièce de métal ;
- 9) Tout papier et carton ;
- 10) Toute autre matière interdite en vertu de toute loi ou de tout règlement adopté par le MDDEFP.

4.5 Horaire de la collecte des déchets avec bac roulant

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble utilisant un ou des bacs roulants doit les placer en bordure de la rue au plus tard à 6 h le jour de la collecte. Il est défendu à toute personne d'apporter ses bacs roulants à déchets en bordure de rue avant 18 h la veille du jour de la collecte.

Tout propriétaire d'un immeuble ou son représentant doit retirer le ou les bacs roulants de la rue après la collecte le même jour et ceux-ci doivent être replacés conformément à l'article 3.4.2.

4.6 Collecte des déchets avec des conteneurs

4.6.1 Accès aux conteneurs

Tout propriétaire d'un immeuble desservi par un conteneur doit localiser son conteneur de façon à ce que le camion tasseur utilisé pour la collecte puisse y accéder en tout temps. L'aire de stationnement d'un immeuble desservi par un conteneur doit être conçue et aménagée de façon à permettre aux camions d'y circuler sans l'endommager et doit être

maintenue en bon état. Si des dommages sont occasionnés par le passage des camions tasseurs, la Régie et ses sous-traitants ne peuvent être tenus responsables de ceux-ci.

Le conteneur doit être installé au niveau afin que le camion tasseur puisse le prendre sans l'abîmer et le vider de son contenu. Si l'accès au conteneur est rendu difficile ou impossible en raison de la neige, de la présence d'un véhicule ou pour toute autre raison, la Régie et ses sous-traitants ne sont pas tenus d'effectuer la collecte.

4.6.2 Entretien des conteneurs

Le conteneur endommagé doit être réparé dans les cinq (5) jours d'un avis verbal ou écrit. À défaut de procéder à la réparation dans les délais requis, le conteneur ne sera pas vidé de son contenu jusqu'à ce que la réparation soit effectuée. La Régie et ses sous-traitants ne sont pas tenus responsables de bris de conteneur résultant des opérations normales de collecte.

ARTICLE 5 COLLECTE DES MATIÈRES RECYCLABLES

5.1 Établissements desservis

Les établissements desservis par la collecte des matières recyclables sont définis aux articles 3.1 et 3.2.

5.1.1 Établissements non desservis

Voir article 3.1.2

5.2 Rues desservies

Voir article 3.2.

5.3 Contenants autorisés et obligatoires

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble desservi doit placer ses matières recyclables destinées à la collecte sélective dans un bac roulant de 360 litres vert (fourni par la Régie) ou 1 100 litres vert ou bleu (fourni par un entrepreneur) ou dans un conteneur à chargement avant ayant un maximum de 8 verges cubes ou un conteneur semi-enfoui identifiés pour les matières recyclables.

Conteneur semi-enfoui à cueillette par grue ou conteneur semi-enfoui à chargement avant.

La Régie recommande que tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble desservi la consulte préalablement afin d'approuver l'emplacement desdits conteneurs. La Régie pourra impliquer l'entrepreneur.

En ce sens, la Régie recommande à chacune des municipalités d'intégrer cette exigence à leur règlement.

5.4 Propriété des contenants

Des bacs verts de 360 litres sont fournis par la Régie et sont sa propriété. Ils doivent être utilisés à des fins uniquement de collecte des matières recyclables. Ils ne peuvent en aucun cas être modifiés (peinturés, brisés ou altérés). Des frais seront appliqués si tel est le cas.

5.5 Matières recyclables autorisées

Toute personne doit déposer dans les contenants utilisés pour la collecte des matières recyclables seulement les matières comprises et autorisées dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : le papier et le carton, le verre, le métal et le plastique, lesquelles matières sont détaillées suivant une liste approuvée par la Régie.

5.6 Matières interdites

Il est défendu à toute personne de déposer dans les contenants utilisés pour la collecte des matières recyclables tout objet, matière ou substance non autorisé selon la liste approuvée par la Régie.

5.7 Horaire de la collecte en bordure de rue

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble doit placer son bac pour la collecte avant 6 h le matin du jour de la collecte. Il est défendu à toute personne d'apporter son bac roulant en bordure de rue avant 18 h la veille du jour de la collecte. Tout propriétaire d'un immeuble ou son représentant doit retirer le ou les bacs roulants de la rue après la collecte le même jour et ceux-ci doivent être replacés conformément à l'article 3.4.2.

5.8 Obligations du propriétaire

Tout propriétaire d'immeuble desservi doit obligatoirement permettre à ses locataires de participer à la collecte des matières recyclables. Les locataires doivent avoir des bacs de récupération en quantité suffisante pour les besoins de l'immeuble. Le propriétaire ou son représentant a l'obligation de s'assurer que les bacs soient placés de façon à être vidés de leur contenu le jour de la collecte et remisés par la suite à l'endroit prévu par la réglementation.

ARTICLE 6 COLLECTE DES MATIÈRES ORGANIQUES

6.1 Établissements desservis

Les établissements desservis par les services de collecte des matières organiques sont:

- Pour la phase I débutée en mai 2013 : Toutes les habitations unifamiliales et multifamiliales de 6 logements et moins ainsi que les habitations secondaires qui sont desservies par le service de collecte porte-à-porte.
- Autres phases (déploiement à venir) : Toutes les résidences de 7 logements et plus, les institutions, commerces et industries desservies par le service de collecte porte-à-porte pourront être desservies dans le futur selon l'approbation du conseil d'administration de la Régie.

6.1.1 Établissements non desservis

Pour la phase I, toutes les habitations de 7 logements et plus, les industries, commerces et institutions ou toute habitation non desservie par le service de collecte porte-à-porte ne bénéficient pas du service de collecte des matières organiques.

6.2 Rues desservies

Voir article 3.2.

6.3 Contenants autorisés et obligatoires

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble desservi doit placer ses matières organiques dans un bac roulant brun. Dans l'éventualité d'une autre phase, les conteneurs à chargement avant ayant un maximum de 6 verges cubes et les conteneurs semi-enfouis identifiés pour les matières organiques pourraient être acceptés.

Conteneur semi-enfoui à cueillette par grue ou conteneur semi-enfoui à chargement avant.

La Régie recommande que tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble desservi la consulte préalablement afin d'approuver l'emplacement desdits conteneurs. La Régie pourra impliquer l'entrepreneur.

En ce sens, la Régie recommande à chacune des municipalités d'intégrer cette exigence à leur règlement.

6.4 Propriété des contenants

Des bacs bruns de 80 ou 240 litres sont fournis par la Régie et sont sa propriété. Ils doivent être utilisés à des fins uniquement de collecte des matières organiques. Ils ne peuvent en aucun cas être modifiés (peinturés, brisés ou altérés). En plus du retrait du bac altéré, des frais seront chargés si tel est le cas.

6.5 Matières organiques autorisées

Les matières organiques acceptées sont définies par la Régie. La liste des matières acceptées est disponible sur le site internet de la Régie.

6.6 Matières interdites

Il est défendu à toute personne de déposer dans les contenants utilisés pour la collecte des matières organiques tout objet, matière ou substance non autorisé selon la liste de la Régie.

6.7 Horaire de la collecte en bordure de rue

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble doit placer son bac pour la collecte avant 6 h le matin du jour de la collecte. Il est défendu à toute personne d'apporter son bac roulant en bordure de rue avant 18 h la veille du jour de la collecte. Tout propriétaire d'un immeuble ou son représentant doit retirer le ou les bacs roulants de la rue après la collecte le même jour et ceux-ci doivent être replacés conformément à l'article 3.4.2.

6.8 Obligations du propriétaire

Tout propriétaire d'immeuble desservi doit obligatoirement permettre à ses locataires de participer à la collecte des matières organiques. Les locataires doivent avoir des bacs pour les besoins de l'immeuble. Le propriétaire ou son représentant a l'obligation de s'assurer que les bacs soient placés de façon à être vidés de leur contenu le jour de la collecte et remisés par la suite à l'endroit prévu par la réglementation.

ARTICLE 7 COLLECTES SPÉCIALES

7.1 Clientèle desservie

Les établissements desservis par les services de collecte spéciale de la Régie sont définis à l'article 3.1.

7.2 Collecte spéciale des résidus encombrants

7.2.1 Nombre de collectes

La Régie procède à des collectes spéciales des résidus encombrants au moins deux (2) fois par année sur l'ensemble du territoire.

7.2.2 Dépôt en bordure de rue

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble desservi doit déposer les résidus encombrants en bordure de la rue au plus tôt à 18h la veille de la collecte et au plus tard pour 6h le jour de la collecte des résidus encombrants de son immeuble. La Régie et ses sous-traitants ne sont pas tenus de ramasser les résidus encombrants placés en retard en bordure de rue.

7.2.3 Déchets et rebuts autorisés

Seules sont permises les matières résiduelles autorisées suivant la définition des résidus encombrants prévus au paragraphe 11 de l'article 2 du présent règlement à l'exception de ceux mentionnés à l'article 7.2.5 ci-dessous.

7.2.4 Volume

Le volume total permis par immeuble ne peut excéder 3 mètres cubes.

7.2.5 Rebuts non autorisés

Il est défendu à toute personne de déposer en bordure de la rue pour la collecte des résidus encombrants les réfrigérateurs et congélateurs, les climatiseurs, les refroidisseurs d'eau, les résidus verts dans les sacs de plastique, le métal, les pneus, les résidus domestiques dangereux, les pièces automobiles et tout matériau dont une des dimensions est supérieure à 1,2 mètre.

7.2.6 Préparation des branches

Le propriétaire qui désire faire ramasser des branches d'un diamètre inférieur à 3 centimètres lors de la collecte spéciale des résidus encombrants doit les couper en longueur maximale de 1,2 mètre et les attacher en fagots de moins de 25 kilogrammes.

7.3 Collecte spéciale des herbes et feuilles mortes

7.3.1 Clientèle desservie

Les établissements desservis par les services de collecte spéciale de la Régie sont définis à l'article 3.1.

7.3.2 Contenants autorisés

Les contenants autorisés pour la collecte spéciale des herbes et feuilles mortes sont : les sacs de papier, les boîtes de carton et les bacs bruns.

7.3.3 Contenants prohibés

Les sacs de plastique et tout autre contenant que ceux énumérés à l'article 7.3.2 sont prohibés. La Régie et ses sous-traitants ne sont pas tenus de ramasser les herbes et feuilles mortes si elles ne sont pas placées dans des contenants autorisés tels que définis à l'article 7.3.2.

7.3.4 Horaire des collectes spéciales des herbes et feuilles mortes

La collecte spéciale des herbes et feuilles mortes a lieu sur tout le territoire de la Régie, et ce, à raison d'une collecte au printemps et trois collectes à l'automne selon le calendrier des collectes approuvé par la Régie.

7.3.5 Dépôt en bordure de rue

Tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble résidentiel situé sur le territoire de la municipalité doit, lors des collectes spéciales des herbes et feuilles mortes, placer ses herbes et feuilles mortes dans des contenants autorisés au plus tôt à 18 heures la veille du jour de la collecte et au plus tard pour 6 h le matin du jour de la collecte spéciale des herbes et feuilles mortes.

Les herbes et feuilles qui sont disposées dans des sacs placés en bordure de rue doivent se trouver à une distance d'au moins 1 mètre des autres matières résiduelles.

ARTICLE 8 COLLECTE DES EAUX USÉES DES RÉSIDENCES ISOLÉES

8.1 Établissements desservis

Selon le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r. 22) de la loi sur la Qualité de l'environnement, les installations septiques qui doivent être vidangées sont : les fosses septiques reliées à un champ d'épuration ou tout autre système de traitement; les fosses de rétention (fosses scellées); les puisards et les fosses contenant les eaux ménagères.

Les établissements desservis doivent être accessibles avec un camion standard.

8.2 Établissements non desservis

8.2.1 ICI

La vidange des fosses des ICI n'est pas incluse au contrat de la Régie. Cependant, l'entrepreneur peut offrir le service à cette clientèle en tenant compte que le déversement des boues à l'usine de traitement de la Régie sera facturé à l'entrepreneur. En aucun cas les boues des ICI ne sont mélangées avec les boues résidentielles.

8.2.2 Fosses non accessibles avec un camion standard

Toute installation qui ne peut être vidangée avec un camion standard (exemples : propriétés situées sur une île, un chemin trop étroit, un pont de capacité insuffisante, etc.) n'est pas desservie par le contrat de la Régie.

8.3 Matières interdites

Si, avant de procéder à la vidange, il est constaté que les boues contiennent des matières autres que des eaux usées, telles que des matières combustibles, pétrolières, chimiques, toxiques ou autres matières dangereuses, la vidange n'est pas effectuée. Dans ce cas, le propriétaire, locataire ou l'occupant a l'obligation de faire décontaminer les eaux usées et d'en disposer conformément à la *Loi sur la qualité de l'environnement*. Tous les coûts reliés à ces opérations sont à ses frais.

8.4 Fréquence du service

Toute fosse desservant un bâtiment utilisé de façon permanente est vidangée au moins une fois aux deux ans, selon le calendrier établi par la Régie.

Toute fosse desservant un bâtiment dont l'usage est saisonnier, est vidangée au moins une fois aux quatre ans, selon le calendrier établi par la Régie.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un bâtiment desservi par une fosse nécessitant une ou des vidanges additionnelles à celle prescrite peut en faire la demande à la Régie ou prendre entente avec l'entrepreneur de son choix.

8.5 Horaire de vidange

Les vidanges des installations septiques sont effectuées entre le 1^{er} mai et le 30 novembre de chaque année, uniquement pendant les jours ouvrables, à l'exclusion des congés fériés.

Le propriétaire d'un bâtiment desservi par une installation septique nécessitant une ou des vidanges additionnelles à celle prévue au calendrier des collectes doit en faire la demande auprès de la Régie ou de l'entrepreneur (en cas d'urgence). Les coûts additionnels de ces vidanges sont assumés par les propriétaires des installations septiques.

8.6 Obligations du propriétaire

Afin que la vidange puisse être effectuée par l'entrepreneur, le propriétaire doit :

- Identifier le numéro civique et s'assurer qu'il soit bien visible de la rue.
- Dégager le chemin d'accès à votre propriété pour permettre le passage du camion d'une hauteur de 4 mètres (13 pieds) et d'une largeur de 4 mètres.
- Dégager le terrain donnant accès à la fosse de telle sorte que le véhicule utilisé pour le service puisse être placé à moins de 30 mètres (100 pieds) de l'ouverture de la fosse;
- Localiser l'ouverture de la fosse au plus tard la veille du premier jour de la semaine où la vidange est prévue. Tout capuchon ou couvercle (habituellement 2) doit être dégagé, ainsi que leur pourtour sur environ 8 pouces, pour permettre de les basculer sans difficulté et surtout sans les casser. Les capuchons ou couvercles des fosses doivent être dégagés, mais non enlevés.
- Mettre en place des repères pour les fosses dont l'emplacement serait difficile à trouver.
- Tenir à l'écart et à une distance sécuritaire les animaux domestiques (ex. chiens, chats ou autres).

Les propriétaires ou occupants ne sont pas tenus d'être présents lors des opérations de vidange. L'entrepreneur remplira et laissera sur place un avis indiquant la date et l'heure de la vidange et portant la signature de l'opérateur.

Si l'entrepreneur doit revenir sur les lieux parce que le propriétaire, locataire ou occupant a négligé ou omis de préparer son terrain pour permettre la vidange au cours de la période qui lui avait été désignée, toute visite additionnelle est facturée au propriétaire selon le prix établi par la Régie.

8.7 Pouvoirs de l'inspecteur de la municipalité

L'inspecteur est autorisé à visiter et à examiner toute propriété immobilière et, si nécessaire, l'intérieur et l'extérieur de toute résidence

isolée et/ou appareils, pièces ou parties des installations septiques pour constater si l'application du règlement est exécutée. Tout occupant est obligé de recevoir cet officier et de répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

ARTICLE 9 ÉCOCENTRES DE LA RÉGIE

9.1 Clientèles desservies

Les citoyens et les ICI des municipalités membres de la Régie peuvent apporter les matières autorisées et selon les modalités et conditions établies par la Régie.

Les ICI doivent obligatoirement se rendre à l'écocentre Neuville.

9.2 Heures d'ouverture

Les heures d'ouverture des différents écocentres sont établies par la Régie. Ces informations sont transmises par la Régie aux municipalités membres.

Il est défendu à toute personne d'accéder aux différents écocentres et d'y déposer des matières en dehors des heures d'ouverture ou en l'absence des employés affectés aux opérations.

9.3 Déchets autorisés

Seuls sont acceptés au lieu d'enfouissement technique de Neuville, les déchets solides autorisés suivant le Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles (REIMR) édicté par le gouvernement.

Les ordures ménagères ne sont pas acceptées aux écocentres excepté à l'écocentre Neuville.

ARTICLE 10 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Tous les règlements antérieurs relatifs aux matières résiduelles sont abrogés.

ARTICLE 11 DISPOSITIONS PÉNALES

11.1 Constat d'infraction

Toute personne désignée par résolution de la municipalité est autorisée à émettre un constat d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

11.2 Amendes

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais pour chaque infraction, d'une amende minimale de 200 \$ et maximale de 400 \$ si le contrevenant est une personne physique, ou d'une amende minimale de 1 000 \$ et maximale de 2 000 \$ s'il est une personne morale.

Dans le cas d'une récidive dans les deux ans de la déclaration de culpabilité pour une même infraction, le contrevenant est passible, en outre des frais pour chaque infraction, d'une amende minimale de 400 \$ et maximale de 800 \$ si le contrevenant est une personne physique, ou d'une amende minimale de 2 000 \$ et maximale de 4 000 \$ s'il est une personne morale.

Lorsqu'une infraction dure plus d'un jour, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fractions de jour qu'elle a duré et ces infractions peuvent être décrites dans un seul chef d'accusation.

ARTICLE 12 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

SM-099-04-14

ENTENTE DE SERVITUDE : VIDÉOTRON : AUTORISATION DE SIGNATURE

CONSIDÉRANT l'implantation d'une tour de télécommunication adjacente aux terrains de la Ville;

CONSIDÉRANT l'entente intervenue entre les deux (2) parties;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le maire soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville l'entente intervenue avec Vidéotron dont voici le détail :

- Servitude de passage sur le chemin existant (et à construire au besoin) sur les lots #4 615 845 et #4 615 210;
- Servitude électrique pour l'implantation d'une partie de la ligne électrique sur les lots #4 615 845 et #4 615 210;
- Compensation financière de 2 000,\$ par année pour 10 ans et 2 options de renouvellement de 10 ans chacune. Le montant sera indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation.

SM-100-04-14

ÉTUDE VISANT LA RÉORGANISATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE la ville de Saint-Marc-des-Carières participe à une étude visant la réorganisation de l'offre de services en matière de sécurité incendie sur l'ensemble du territoire de la Municipalité régionale de comté de Portneuf.

QU'à cette fin, la Ville s'engage à fournir au comité technique toutes les informations nécessaires à l'élaboration de cette étude.

SM-101-04-14

SOUSSIONS PAR INVITATION : BALAYAGE DE RUE

CONSIDÉRANT les invitations à soumissionner pour le balayage de rues dont voici le détail, taxes en sus;

| | |
|----------------------------|--------------|
| Les Entreprises Tréma inc. | 63 357,03 \$ |
| Groupe Arsenault | ----- |

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE madame Élyse Lachance
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil accepte la proposition des Entreprises Tréma au montant de 63 357,03 \$, taxes en sus, pour cinq (5) ans soit 2014 à 2018 pour le balayage de rues.

SM-102-04-14

**ACHAT D'UN TERRAIN SUR LA ROUTE 354 EST PORTANT LE
LOT 4 615 646**

CONSIDÉRANT l'offre faite par la propriétaire du lot 4 615 646;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil consent à acheter une parcelle de terrain sur le lot 6 515 646 d'une superficie de 353.6 mètres carrés appartenant à madame Isabelle Leduc, au montant de 500,\$, taxes si applicables.

QUE les frais notariés soient payés par la Ville.

QUE le maire et le directeur général/greffier-trésorier soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à ce dossier.

SM-103-04-14

**SOUSSIONS SUR INVITATION : DÉVELOPPEMENT CAROL
DENIS : DEMANDE DE CERTIFICAT (ARTICLE 22)**

CONSIDÉRANT que la Ville projette de faire un lotissement dans le développement Carol Denis;

CONSIDÉRANT la demande de soumissions sur invitation dont voici le détail :

| | |
|-------------------------|--------------|
| BPR infrastructure inc. | 3 500,00 \$ |
| WSP Canada inc. | 11 825,00 \$ |

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Jacques Bédard
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil accepte l'offre de services de BPR infrastructure inc. pour un montant de 3 500\$, taxes en sus, pour une demande de certificat d'autorisation (article 22 de la LQE) pour le développement Carol Denis.

QUE le Conseil autorise BPR infrastructure inc. à présenter une demande de certificat d'autorisation (article 22 de la LQE) au ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs pour le projet cité en titre.

QUE le Conseil autorise le directeur général/greffier-trésorier, à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à ce dossier.

SM-104-04-14

**PROGRAMME D'ASSISTANCE FINANCIÈRE AU LOISIR DES
PERSONNES HANDICAPÉES : AUTORISATION DE
SIGNATURE**

CONSIDÉRANT la demande d'aide financière faite pour les personnes handicapées;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil autorise le directeur des loisirs et de la culture à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs au Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées de la région de la Capitale-Nationale.

SM-105-04-14

**APPUI CONCERNANT LE SOUTIEN AUX ORGANISMES
COMMUNAUTAIRES DE LA RÉGION 03**

CONSIDÉRANT que notre organisation désire appuyer les organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux dans le cadre de la campagne « Je tiens à ma communauté, je soutiens le communautaire »;

CONSIDÉRANT que les organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux revendiquent un meilleur soutien financier pour réaliser la mission pour laquelle ils ont été créés;

CONSIDÉRANT que les organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux sont indispensables au maintien du tissu social québécois et qu'ils constituent des lieux

privilégiés que se donnent les communautés pour apporter des réponses à leurs besoins;

CONSIDÉRANT que notre organisation reconnaît l'apport positif des organismes de notre milieu;

CONSIDÉRANT notre volonté que le gouvernement s'engage en faveur des organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE la ville de Saint-Marc-des-Carières appuie les deux demandes des organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux dans le cadre de la campagne « Je tiens à ma communauté, je soutiens le communautaire », soit un financement à la mission adéquat et un programme national de financement qui assurer la pérennité.

SM-106-04-14

VENTE DU TERRAIN LOT #5 194 582 À CONSTRUCTION & PAVAGE PORTNEUF INC.

CONSIDÉRANT la promesse d'achat datée du 10 avril 2014;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil autorise la vente du terrain lot #5 194 582 d'une superficie de 39 405,4 mètres carrés au montant de 125 000,\$, taxes si applicables, à Construction & Pavage Portneuf inc.

QUE la vente inclut les obligations suivantes pour l'acheteur :

- La construction d'une digue sur la partie bordant le Pavillon André Darveau et la partie derrière le terrain au Métro;
- L'aménagement du fossé de ligne à l'arrière du Pavillon André Darveau soit le garder tel quel ou le canaliser;
- Aucune sortie de trafic lourd sur la rue Saint-Joseph.

QUE le maire et la greffière-trésorière-adjointe, en remplacement du directeur général/greffier-trésorier, soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à ce dossier.

SM-107-04-14

**FACTURE : HONORAIRES PROFESSIONNELS :
PROLONGEMENT DE LA RUE ST-MARCEL : WSP CANADA
INC.**

**SUR LA PROPOSITION DE madame Élyse Lachance
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil autorise le paiement de la facture #384216 au montant de 11 100,\$, taxes en sus, pour les honoraires professionnels concernant le prolongement de la rue St-Marcel à WSP Canada inc.

QUE ce montant soit pris dans le poste budgétaire 23-04036-711.

SM-108-04-14

**FACTURE : HONORAIRES PROFESSIONNELS : RUE ST-
JOSEPH : BPR INFRASTRUCTURE INC.**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil autorise le paiement de la facture #15037292 au montant de 1 241,13 \$, taxes en sus, pour les honoraires professionnels concernant la rue St-Joseph à BPR infrastructure inc.

QUE ce montant soit pris dans le poste budgétaire #23-04033-711.

SM-109-04-14

**FACTURE : HONORAIRES PROFESSIONNELS : POSTE DE
POMPAGE PP-1 :TECQ : BPR INFRASTRUCTURE INC.**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil autorise le paiement de la facture #15037300 au montant de 3 200,\$, taxes en sus, pour les honoraires professionnels pour le poste de pompage PP-1 (TECQ) à BPR infrastructure inc.

QUE ce montant soit pris dans le poste budgétaire #02-13000-453.

SM-110-04-14

DEMANDE : COMMANDITE : CLUB DE GOLF DES PINS

CONSIDÉRANT la visibilité de cette publicité pour la ville de Saint-Marc-des-Carières;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil accepte la proposition du Club de Golf des Pins pour un panneau publicitaire au montant de 1 000,\$, taxes en sus, qui sera en place pour une période de trois (3) ans, soit de 2014 à 2016.

QUE la Ville fasse trois (3) paiements de 333,33 \$, taxes en sus, au début de chaque année.

SM-111-04-14

**CONTRIBUTION FINANCIÈRE : COMITÉ DES BÉNÉVOLES
DU CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-MARC**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil accorde une contribution financière de 100,\$ au comité des bénévoles au Centre d'hébergement St-Marc pour leurs activités auprès des personnes âgées.

Période de questions

Le Président de la séance invite les citoyens à la période de questions.

SM-112-04-14

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

CONSIDÉRANT que tous les points à l'ordre du jour étant épuisés;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES
CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE la séance soit levée à 21h20.

Je, (maire ou président de la séance), ai approuvé toutes et chacune des résolutions contenues au présent procès-verbal, n'ayant pas avisé le directeur général / greffier-trésorier de mon refus de les approuver conformément à l'article 53 L.C.V.

Guy Denis, maire

Marlène Gobeil, greffière-trés.-adj.

Guy Denis, maire